

Si l'union (européenne) fait la force, mais comment survivent la Corée du Sud, Taïwan... dans la compétition internationale ?



L'unité et la solidarité des pays membres de l'Union européenne sont fortement menacées par la crise du coronavirus. L'Europe pourrait-elle tirer des leçons d'Etats comme Taïwan ou la Corée du Sud qui ont du poids sur la scène internationale alors qu'ils ne participent pas à une union politique ?

Avec Jean-Marc Siroën

Avec Bruno Alomar

Avec Barthélémy Courmont

Atlantico.fr : On accorde beaucoup d'importance au fait que les pays européens sont plus forts ensemble. Cette pensée n'est-elle pas naïve compte tenu de la situation actuelle ?

Jean-Marc Siroën : Une petite remarque préalable : je n'ai pas l'impression que le Royaume-Uni soit aujourd'hui plus fort seul.

Plus sérieusement, votre question met en évidence deux contradictions.

D'abord, si le covid-19 se moque des frontières, les politiques restent menées à l'intérieur de celles-ci. Pourtant l'État national n'est pas en mesure de combattre seul les pandémies. D'un côté, elles sont par définition mondiales et, de l'autre, elles surgissent au niveau local et se répandent à partir de territoires infra-nationaux comme Wuhan en Chine ou la Lombardie en Italie. Il ne s'agit donc pas seulement d'être « fort », mais de coordonner ces différents niveaux, d'une Organisation Mondiale de la Santé (OMS) impuissante - elle n'a pas l'équivalent des casques bleus, aux territoires régionaux ou communaux qui ne sont pas préparés à gérer ces crises.

Bien entendu, l'Union européenne devrait-être un de ces chainons. On arrive alors à une seconde contradiction. Je parie que ceux qui aujourd'hui déplorent la faiblesse de l'Europe pour lutter contre le coronavirus s'opposeraient avec plus de conviction encore à faire entrer la santé dans ses attributions. Car, tout comme les systèmes sociaux, l'éducation et la fiscalité, la santé relève de la compétence exclusive des pays membres ! Cette situation n'est pas spécifique à l'Union européenne puisque dans la plupart des états fédéraux, qui sont de « vraies » nations, la santé n'est pas une prérogative fédérale. Ainsi les mesures adoptées aux États-Unis l'ont été par les gouverneurs et parfois les Maires, pas par le Président qui, jusqu'à maintenant, n'a pas vraiment cherché à coordonner leurs actions. Même dans une Chine en principe sous contrôle, le gouvernement central (en fait, le parti communiste) a laissé se dégrader la situation dans le Hubei avant de se décider à agir avec la vigueur que l'on sait.

Cela dit, il ne serait pas tout à fait juste de dire que l'Europe n'a pas été présente dans la crise sanitaire -pour ne pas parler de la crise économique à venir-. Une certaine solidarité a joué pour rapatrier les citoyens européens dispersés dans le Monde et on a assisté à un début de mutualisation des ressources notamment pour les places d'hôpitaux. De même le plan Discovery qui vise à vérifier l'efficacité

de nouveaux médicaments est un projet européen prometteur. Ce n'est évidemment pas suffisant.

Demain, l'Union Européenne, sans remettre en cause la compétence des États membres en matière de santé, devra, au nom de la sécurité collective, veiller à ce qu'ils respectent certaines règles de précaution en matière de stockage ou de capacités d'accueil, et préparent des « plans » d'actions et des cellules de coordination qui permettraient lors des crises sanitaires de mieux tirer parti d'une mutualisation des ressources nécessaire pour lutter plus efficacement contre les pandémies.

Bruno Alomar : C'est effectivement l'une des piliers de la construction européenne. Et c'est partiellement vrai. Dans le domaine économique, cœur du réacteur européen, l'on comprend bien qu'une masse de 500 millions (moins les britanniques désormais) de consommateurs au pouvoir d'achat le plus élevé du monde ne peut pas être négligée quand on s'appelle la Chine et qu'on veut lui vendre quelque chose. Par conséquent, il y a là un levier important, par exemple pour imposer des normes : « vous voulez nous vendre des jouets pour enfant ? Très bien. Alors vous les faites de telle et telle manière, ou nous ne les achèterons pas ». Remarquons que l'une des premières déclaration de Pékin le lendemain du référendum de 2016 sur le Brexit a été de dire : « la conclusion d'un accord commercial avec Londres sera secondaire par rapport à la conclusion d'un accord avec le reste de l'UE ».

Cette réalité doit cependant être nuancée.

D'abord, elle fait comme si l'UE était un pays, et qu'il n'y avait pas en son sein des intérêts divergents. L'Allemagne, par exemple, a eu la France comme premier partenaire commercial sans interruption entre 1975 et 2015. Depuis 2016 inclus, c'est la Chine : on comprend bien que les intérêts de Berlin et de Paris à l'égard de Pékin ne peuvent plus être les mêmes. Ceci influe nécessairement sur le contenu de la politique commerciale, qui cherche souvent le plus petit dénominateur commun, et fait le jeu d'une Commission dont l'ADN est libre-échangiste face à des États divisés...

Ensuite, être un grand acteur commercial- ce qu'est l'UE puisqu'elle est excédentaire à l'égard du reste du monde – ne signifie pas nécessairement être une puissance. La taille ne fait pas la puissance. L'une des interrogations fondamentales en la matière c'est de se demander si, en dépit de sa taille, la politique commerciale de l'UE est ou non naïve. En d'autres termes, la question est « Europe : qu'as-tu fait de ton potentiel commercial ? ». S'il est difficile de répondre à cette question, je dirais juste, en l'état actuel, que le Commissaire au commerce de l'UE a rarement été aussi faible dans l'architecture institutionnelle européenne, et que la direction chargée de mener les guerres commerciales à l'OMC, qui devrait être l'une des plus puissantes et mieux dotée en personnel, ne l'est absolument pas, au contraire.

L'Union européenne se trouve écartelée entre les USA avec la Silicon Valley ou de la Chine pour beaucoup d'autres choses. Le cœur du problème n'est-il pas que l'union ne peut pas faire la force sans sentiment d'appartenance ?

Jean-Marc Siroën : Le sentiment d'appartenance (de solidarité ?) européenne ne s'est pas suffisamment exprimé à l'occasion de cette crise, au contraire même parfois. Alors que le virus ne connaît pas les frontières celles-ci ont été rétablies. Pourtant, si la circulation doit être limitée, les frontières nationales ne sont pas toujours les plus pertinentes. En cas de confinement, elles sont même superflues puisque la frontière commence alors au seuil de son appartement ! Attitude significative quoiqu'anecdote : n'hésite-t-on pas à opposer les garriguettes françaises aux fraises espagnoles avec la légitime volonté de soutenir nos producteurs, mais sans s'interroger sur les conséquences pour les producteurs espagnols ?

Mais pas grand monde considère que le sentiment d'appartenance à l'Europe doit être placé au-dessus de celui d'appartenance nationale et les crises de type covid-19 poussent nécessairement au repli.

L'Union européenne (alors communauté économique européenne) a été créée après la guerre pour rendre celle-ci la plus autosuffisante possible en matière de ressources essentielles : charbon, acier, produits alimentaires de base. Cet objectif a été progressivement oublié au profit d'une mondialisation qui sans renier complètement ses objectifs initiaux, notamment en matière alimentaire, a donné un périmètre trop étroit à l' « essentiel ». Le fait est que l'Europe ne produit pas en quantités suffisantes ce qui serait nécessaire (masques, gels, respirateurs, etc.) pour lutter efficacement contre les pandémies et elle ne sait pas mobiliser suffisamment ses forces productives pour combler rapidement les pénuries. On s'aperçoit ainsi que ces biens essentiels n'ont pas échappé à la fragmentation des chaînes de valeurs et que, par exemple, on manque en amont d'agents actifs pour fabriquer les tests de dépistage. On s'est reposé sur l'illusion que si, en cas de crise, on ne disposait pas de tout, on pourrait importer le reste, en oubliant qu'en cas de pandémie, la pénurie devient mondiale et que, même lorsque ce n'est pas le cas, les procédures (notamment les marchés publics), la logistique ou les dédouanements risquent d'être plus lents que les déplacements du virus. Je ne suis pas certain, pourtant que cette négligence soit spécifique à l'Europe. Lorsque l'épidémie a été déclarée en Chine, l'Europe a elle aussi exporté des masques vers ce pays qui en manquait...

Bruno Alomar : Le cœur du problème est que les promoteurs de l'UE s'intoxiquent et intoxiquent les peuples en faisant comme si elle était un État. Ce n'est pas le cas, pour toutes les raisons évidentes que nous connaissons (histoire, géographie, langues, intérêts etc.).

En conséquence, tout le monde est toujours déçu, car l'on attend beaucoup plus que ce qu'elle n'est capable de donner, et on oublie qu'elle n'est rien que l'addition des éléments qui la composent. Il y a une espèce de pensée magique qui veut, par exemple, que des Etats endettés ou sans croissance, sous prétexte qu'ils organisent des coopérations entre eux au travers de l'UE – coopérations dont beaucoup, j'y insiste, sont bel et bien positives - se trouveraient magiquement dans de superbes situations. Un exemple parmi tant d'autres : le Ministre des affaires étrangères espagnol, lors de la crise du souverain, avait dit, à peu près en ces termes « nous savons tous que la solution est un grand coffre à Francfort, que l'Allemagne refuse de partager ». Un autre exemple : on nous parle d'une formidable ambition pour le Green Deal alors que même la Commission – sans parlé des États « frugalistes » a proposé un budget 2021-2027 en réduction : où est l'argent ?

Barthélémy Courmont : Il faut d'abord mettre en avant les différences qui existent entre ces pays, de par leur taille, leur population et leur niveau de développement. Singapour est ainsi une cité-Etat, tandis que le Japon est une puissance démographique de plus de 120 millions d'habitants. Cependant, c'est au niveau de l'intégration économique dans un espace régional - la comparaison avec l'Europe s'impose ici - que les différences doivent nous interpeller. Singapour est au centre de l'Asean, et en est même la plateforme financière. Toute la puissance de cet État est liée à la croissance de la région, ce qui fait de Singapour une sorte de « Luxembourg »

avec plus de puissance et plus d'influence. Le Japon et la Corée ne bénéficient pas d'intégration régionale, qui fait défaut en Asie du nord-est. Et le cas de Taïwan est encore plus singulier, puisqu'il n'est même pas membre des instances internationales, et est donc totalement isolé. Si on s'attarde sur les trois derniers exemples, et excluons donc Singapour de cette réflexion, on constate que l'absence d'intégration n'est pas un handicap, à condition de maintenir une relation de voisinage suffisamment stable et profitable. Les échanges économiques et commerciaux entre ces pays sont ainsi très importants, et n'ont pas à rougir des échanges entre partenaires européens, mais ils sont définis par des accords bilatéraux, et non garantis par des instances régionales. Cela les rend plus fragiles, car exposés à des désaccords politiques pouvant engendrer des ruptures, mais aussi plus flexibles. Or, c'est précisément sur cette flexibilité que ces pays jouent, en mettant en avant un pragmatisme bien maîtrisé. Avec des situations parfois étonnantes, d'un point de vue européen surtout. Ainsi, le Japon et la Corée sont des partenaires de premier plan, mais il serait erroné de considérer que les deux peuples partagent une quelconque communauté de valeurs, et Tokyo et Séoul ont même un différend maritime... Taïwan a de son côté développé une relation économique très étroite avec la Chine, en dépit de très fortes tensions politiques et d'une non reconnaissance sans cesse répétée à Pékin. Ou comment les pires ennemis peuvent dans le même temps être des partenaires indispensables.

Parmi les points communs à ces différents pays, il convient de mettre en relief la culture confucéenne, qui impose un respect de l'autorité - politique, professionnelle, familiale - l'accent mis sur l'éducation et la performance, et le respect d'autrui. On note ainsi qu'en dépit d'une très forte densité de population, chacun conserve son espace personnelle son intimité, plus que dans les sociétés occidentales par exemple. Le travail est aussi l'une des vertus selon cette tradition confucéenne.

Ces différents caractéristiques se croisent dans une crise comme celle du coronavirus. D'un côté, la culture confucéenne rend évidentes les mesures de protection et de détection des malades, sans avoir recours au confinement. Idem pour le port des masques, une évidence en Asie orientale, une anomalie en Europe jusqu'au mois dernier... Les quatre pays que vous évoquez ne sont pas des dictatures, et certains sont même des démocraties très reconnues, Taïwan en particulier. Et pourtant, face à une situation de crise, la question des libertés individuelles ne se pose même pas, elle n'a pas à être tranchée par des mesures gouvernementales. Dans le même temps, la séance d'intégration régionale rend beaucoup plus facile un isolement le temps de la crise, sans que cela ne soit interprété comme une rupture aux effets durables. Très vite, Taïwan a fermé son territoire aux Chinois, par exemple. Notons au passage que la géographie joue également ici un rôle, puisqu'il s'agit d'Etats insulaires - en l'absence. D'une frontière ouverte avec le nord, la Corée du Sud est de facto un État insulaire. Plus facile dès lors de s'isoler de ses voisins en période de crise.

Des états comme la Corée du Sud ou Taïwan ont du poids sur la scène internationale alors qu'ils ne font partie d'aucune union politique. Quelle leçon l'Europe devrait-elle en tirer et d'où vient un tel poids politique de ces petits pays ?

Jean-Marc Siroën : Je ne vois pas très bien où se situe le poids politique de ces pays qui n'aspirent d'ailleurs pas à un statut de puissance même régionale. Politiquement, ces deux pays ont un point commun : ils sont issus d'une partition et s'ils se veulent « modèles » c'est d'abord vis-à-vis de la Corée du Nord pour l'une, de la Chine « continentale » pour l'autre. N'oublions pas que depuis la reconnaissance de la République Populaire de Chine par l'ONU, Taiwan est un pays (plus exactement, une « Province ») mis au ban de la plupart des organisations internationales et notamment de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). C'est seulement en tant que territoire douanier et pas de pays, que « Taipei chinois » (Taïwan) est membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) au même titre que Hong Kong et Macao. Cette volonté de faire mieux que le voisin, notamment en termes de pandémie, a sans doute favorisé l'adoption de mesures coercitives efficaces mais leur motivation géopolitique est trop spécifique pour être généralisée à l'Europe !

Mais il y a plus essentiel encore pour comprendre les différences d'approche en l'Europe et les États-Unis d'une part et les pays du sud-est asiatique d'autre part. Je n'ai aucune compétence pour apprécier la pertinence et les résultats a priori remarquables que ces pays ont atteint dans leur lutte contre la pandémie. Je voudrais seulement souligner qu'on ne peut pas comprendre les politiques mises en place en Asie et leur légitimation en oubliant le traumatisme de 2003, celui de l'épidémie d'un autre coronavirus, le SRAS avec ensuite quelques alertes en guise de rappel. Dans ces pays où chaque citoyen conserve des masques dans ses tiroirs, des décisions rapides fondées sur l'expérience du SRAS ont pu être adoptées. Au contraire, en Europe ou aux États-Unis, hors HIV très spécifique dans sa transmission, le dernier traumatisme remonte à la grippe espagnole de 1918-1919, d'ailleurs longtemps occultée par le drame concomitant de la Grande guerre. Le SRAS, Ebola, etc... ont été sinon ignorés, du moins sous-estimés. Le fiasco H1N1 a rajouté une couche dans l'insouciance et le déni collectifs des occidentaux.

Une fois la très décriée Roselyne Bachelot définitivement réhabilitée, nous regarderons d'un œil moins ironique ces asiatiques hypocondriaques qui dans les rues et les aéroports dissimulent leur visage derrière des masques disgracieux !

Bruno Alomar : La leçon c'est celle autour de laquelle vous tournez. La force, ce n'est pas la taille. C'est, avant tout, la conscience de soi, la volonté de s'affirmer, de se défendre, dans un monde dangereux, aux ressources finies et dont les performances des uns et des autres sont toujours relatives.

C'est bien la question du Brexit : les britanniques pensent qu'ils seront plus forts seuls dans le vaste monde, qu'arrimés à l'UE. C'est un pari, et nous verrons bien.

C'est aussi la question Suisse. Voilà un territoire qui est une anomalie géographique au sein de l'Europe, et qui n'a pas du tout envie de rejoindre l'UE. Et depuis 10 ans, elle est systématiquement classée comme le pays économiquement le plus innovant du monde, alors même que l'UE est pour l'essentiel une organisation internationale spécialisée dans les questions économiques. Évidemment, on vous dirait à Bruxelles que la Suisse c'est différent etc. oubliant que la France aussi c'est spécial, et les Pays-Bas aussi etc.

C'est la question d'Israël, dont la principale caractéristique est d'être un petit territoire entièrement tournée vers sa survie, dans un environnement hostile, et qui sait se donner les moyens de ses buts.

En un mot comme en mille, l'UE ne survivra que si c'est elle est capable d'être un peu nationaliste. C'est ce vilain concept qu'Emmanuel Macron n'ose pas prononcer, préférant le concept plus académique – et pourtant jugée obscène par tous les européistes il y a quelques temps – de souveraineté....

Barthélémy Courmont : Il convient d'abord de rappeler que l'Europe fascine les pays mentionnés ici, en particulier la construction européenne, qui y est vue comme une réussite. D'une certaine manière, ces pays souhaiteraient reproduire le schéma européen dans leur région. Mais les divergences politiques profondes, les rivalités et la présence d'une superpuissance, la Chine, rend cela très difficile. Singapour est allé de l'avant, mais l'Asean n'est qu'une pâle copie de l'Union européenne, dans laquelle cohabitent des démocraties et des régimes autoritaires. La plus grande vertu de la construction européenne pour les pays asiatiques est la pacification d'un continent ravagé par les guerres et les rivalités. En ce sens, on rêve d'Europe en Asie, où les équilibres restent fragiles.

En miroir, ces pays fascinent l'Europe. Leur réussite économique en particulier, et le miracle qui caractérise leur trajectoire au cours des dernières décennies. C'est ce miracle qui peut servir d'exemple, parce qu'il s'est bâti sur le pragmatisme et l'abnégation. Certes il ne faut pas partir du principe que la recette des pays asiatiques peut être reproduite de la même manière ailleurs, notamment pour les raisons culturelles évoquées précédemment, mais il ne faut pas non plus négliger le modèle de société qu'ils proposent, et dont certaines formules peuvent inspirer d'autres pays.